

M. Stanfield: Je sais que son palmarès n'est guère brillant, mais il est meilleur que celui du ministre l'an passé.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Pourquoi l'OCDE recommande-t-elle à ses pays membres de prendre des mesures de cet ordre pour juguler l'inflation?

Au cours des prochaines élections, monsieur l'Orateur, les libéraux, les super libéraux, les vrais libéraux et tous les autres libéraux essaieront, par tous les moyens possibles, de dénigrer ce que nous proposons de faire. Le ministre nous en a donné un exemple, hier soir. Je puis vous garantir, une fois encore, qu'aucun citoyen n'aura à souffrir du programme que nous avons l'intention de réaliser. J'ai dit que la période de blocage de notre programme ne durerait que 90 jours au maximum, qu'elle serait suivie de contrôles souples pouvant durer d'un an et demi à deux ans, lesquels tiendraient particulièrement compte des gagne-petit, comme je l'ai dit plusieurs fois, tout en veillant à ce que personne n'ait à se soucier d'autre chose que de l'augmentation du coût de la vie.

Une voix: Et les agriculteurs?

M. Stanfield: Et aussi, des augmentations de production.

Une voix: Et les agriculteurs?

M. Stanfield: Il ne m'est pas possible d'expliquer les choses plus simplement; visiblement, je ne les explique pas avec suffisamment de simplicité pour certains députés de l'autre côté.

Des voix: Bravo!

● (1710)

M. Stanfield: Dans la partie du programme qui traite des prix, on remédierait raisonnablement et énergiquement aux bénéfices excessifs, et non de la façon absurde et inefficace proposée par le gouvernement. Pour aboutir à des résultats, un programme de ce genre doit être et paraître juste. Ce programme sera efficace, selon moi, parce qu'il est juste et équitable. L'inflation est si grave au pays à l'heure actuelle, que les Canadiens vont l'accueillir avec joie et lui accorder leurs suffrages.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Il faut s'attaquer le plus tôt possible à cette tâche, qui consiste à infléchir les perspectives inflationnistes et le taux d'inflation. Cela exige le renversement du gouvernement, la dissolution du Parlement et des élections.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le premier ministre considère cela comme une interruption regrettable de quelque vague et mirobolant processus en cours, selon lui. Je ne vois pas de raison de prolonger une situation au cours de laquelle le ministre des Transports (M. Marchand) lève les bras au ciel disant: «C'est un fouillis!» Je ne vois pas pourquoi l'on prolongerait une situation, où le ministre de la Main-d'œuvre et de

Le budget—M. Douglas

l'Immigration (M. Andras) refuse d'instituer une enquête sur l'assurance-chômage. Je ne vois pas ce que les Canadiens gagneraient à prolonger la vie d'un gouvernement qui devant une inflation d'au moins 10 p. 100 prétend qu'on n'y peut rien.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Par conséquent, monsieur l'Orateur, nous espérons assister d'ici quelques heures à l'agonie d'un gouvernement fatigué et en train de se désagréger...

Une voix: D'ici quelques heures?

M. Stanfield: Je dis d'ici quelques heures, parce qu'il faut donner à cet homme le temps de se rendre à la résidence du Gouverneur général et ainsi de suite. Cette fin signifiera pour le pays, je pense, le début d'un temps nouveau et meilleur. Sans vouloir le moindrement présumer du vote, monsieur l'Orateur, je profite de l'occasion pour vous remercier vous et les autres fonctionnaires de la Chambre de vos loyaux services envers la législature actuelle.

Des voix: Bravo!

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier la Chambre de cette importante ovation. Je ne sais trop où séparer celle réservée au chef de l'opposition (M. Stanfield) et la mienne.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: On sent que la Chambre est en forme. Nous avons entendu hier et aujourd'hui les discours des chefs de chacun des quatre partis politiques à la Chambre. Je crois qu'il sera intéressant de les relire un jour parce qu'ils caractérisent tant les hommes qui les ont prononcés que les partis dont ils se sont faits les porte-parole. J'ai trouvé très intéressant le discours du premier ministre (M. Trudeau) qui a semblé consacrer une bonne partie de son temps à essayer de déterminer qui était responsable du climat d'élections imminentes à la Chambre. Je tiens à dire, monsieur l'Orateur, que le grand responsable de l'imminence d'élections générales est le premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: J'ai remarqué que le premier ministre essayait de jouer au psychiatre amateur. Il n'est pas fameux comme premier ministre. Il devrait oublier la psychiatrie, bien que je doive dire qu'il bénéficie d'excellents sujets.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: Quand le premier ministre dit que nous aurons des élections parce que le chef et les députés de notre parti ne peuvent supporter la tension que leur impose la balance du pouvoir, je tiens à lui faire remarquer que sa mémoire lui joue des tours. Sauf de 1968 à 1972, le Parlement canadien a été minoritaire depuis 1962. Les seules années où le Parlement n'a pas été minoritaire ont été celles qui ont suivi l'accession du premier ministre actuel à la direction de son parti. Soit dit en passant, elles furent les quatre années les plus improductives et arrogantes qu'ait jamais connues le parlement canadien.

Des voix: Bravo!